

LE TEMPS

Les sanctions économiques, un ersatz bien pratique

Le Temps, Charles Wyplosz, 18 décembre 2025

Pourquoi continuer d'aligner des sanctions qui sont constamment renforcées, et tout aussi constamment contournées, d'autant que lorsqu'elles touchent une autocratie, ce sont les peuples qui payent le prix, se demande l'économiste [Charles Wyplosz](#)...



Le président russe Vladimir Poutine, au Kremlin, à Moscou, le 16 décembre 2025. — © MIKHAIL METZEL/SPUTNIK/KREMLIN P / keystone-sda.ch

Quand la quasi-totalité des pays occidentaux ont adopté des sanctions contre la Russie après l'invasion de l'Ukraine, on allait voir ce qu'on allait voir. Bientôt quatre ans plus tard, on voit que la Russie est loin d'être à genoux. Cela n'a rien de surprenant. Les sanctions économiques sont rarement efficaces et, dans ce cas, elles n'avaient pas de chance de réussir à contraindre Poutine. Mais ce n'était probablement pas l'objectif.

Il est trop facile pour la Russie de vendre ailleurs (Chine, Inde, et bien d'autres) le pétrole et le gaz que les Européens s'interdisent de lui acheter. En parallèle, ce que ces nouveaux clients de la Russie avaient l'habitude d'acheter ailleurs devient disponible pour les Européens. Comme le prix du pétrole et du gaz sont fixés sur un marché mondial, la demande et l'offre restent les mêmes et rien n'a fondamentalement changé.

Toutes sortes d'intermédiaires sont prêts à vendre leur âme

Certes, les nouveaux clients de la Russie sont dans une position favorable pour négocier un rabais, mais celui-ci semble limité (de l'ordre de 10%, dit-on). On sait aussi que la Russie a acquis une flotte de bateaux fantômes pour acheminer son pétrole loin des yeux des Occidentaux, ce qui n'est pas gratuit. De même, les exportations vers la Russie de produits technologiques à usage militaire sont interdites mais, sans surprise, de nouveaux clients sont subitement apparus. Il est probable que ces intermédiaires prennent une marge qui augmente le coût pour la Russie, mais la concurrence est vive et les marges sans doute modestes.

Il en va de même pour les sanctions financières. Toutes sortes d'intermédiaires sont prêts à vendre leur âme au diable pour remplacer les circuits officiels de paiements. Le seul vrai problème pour la Russie est le gel des montants qu'elle avait déposés en Europe avant la guerre, de l'ordre de

200 milliards d'euros, soit environ deux ans de revenus pétroliers. Mais il a fallu quatre ans à l'Europe pour enfin se décider à saisir ces avoirs qu'elle entend utiliser pour faire des «prêts» à l'Ukraine, prêts qui ne seront probablement jamais remboursés. Perdre une telle somme fait mal, mais ça n'empêche pas la Russie de fonctionner.

Le principal effet des sanctions est donc plus une baisse de revenus sur les exportations et une hausse des coûts sur les importations qu'un arrêt des flux de marchandises nécessaires à la conduite de la guerre. Mais qui perd à ce jeu? Dans une autocratie, ce sont les citoyens, et ils n'ont pas leur mot à dire. Soumise à des sanctions très strictes, la Corée du Nord a développé son arme nucléaire et des fusées intercontinentales, au prix d'un appauvrissement de sa population. Idem pour l'Iran. En revanche, les entreprises des pays qui sanctionnent perdent des marchés et sont donc susceptibles d'exercer des pressions sur leurs gouvernements, ce qui compte dans une démocratie. L'enthousiasme de Trump pour éliminer les sanctions sur la Russie reflète ce genre de considérations.

Un ersatz bien pratique, sauf pour les Ukrainiens

Les cas de l'Afrique du Sud et de Cuba illustrent cette asymétrie. Décrétées du temps de l'apartheid, des sanctions contre l'Afrique du Sud sont restées en place pendant une trentaine d'années. Progressivement renforcées, elles ont réduit petit à petit la rentabilité des entreprises, presque toutes aux mains des Blancs. Sans espoir de solution, la minorité blanche au pouvoir a conclu que l'apartheid coûtait plus cher qu'il ne rapportait, et ce fut la fin de ce régime. Par contre, Cuba est sous sanctions américaines depuis plus de soixante ans. La pauvreté s'accroît et l'émigration est devenue la seule soupape face à une répression qui ne faiblit pas.

Tout ceci indique que les sanctions économiques fonctionnent mal, ou peu, contre des régimes autoratiques, surtout lorsque l'objectif est ambitieux, comme un changement de régime ou le renoncement à une guerre d'agression. Pourquoi alors les mettre en place? Dans le cas de la Russie, c'est une excuse pour ne pas mettre en place des mesures efficaces. Ainsi, l'aide militaire à l'Ukraine est limitée. Longtemps on ne lui a pas fourni des armes modernes et on lui a interdit d'attaquer la Russie sur son sol, histoire de ne pas la provoquer. Au fond, les sanctions sont un ersatz bien pratique, et quelque peu cynique, pour tout le monde, sauf pour les Ukrainiens.